La Commune

Contre la violence physique et sociale du pouvoir

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 105

En ce moment, se trame à grands pas, la réforme contre l'assurance-chômage et la réforme contre la Fonction publique. Voilà le pourquoi du comment de la répression faite de violence physique et de frappes judiciaires et administrative contre la population. Cette répression inouïe par son ampleur et son « taux de gravité » est la marque d'un pouvoir terriblement faible et vacillant. A ce stade, le peuple ne reconnaît qu'un seul guide : la liberté !

« ***Ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un œil a été éborgné, que la violence est illégale*** » a déclaré le sous-ministre de l'Intérieur, le 2 juin.

Nous devons, hélas, lui donner raison : la violence policière de l'État est de plus en plus légale. Tant que les LBD et autres GLFI ne seront pas interdits, ces armes mutileront et pourront même tuer. Les policiers eux-mêmes sont le « matériel humain », ils deviennent eux-mêmes des armes. Les vrais lanceurs de balles et de grenades s'appellent Castaner, Nuñez, Macron. Il n'existe qu'un moyen de les désarmer et de les mettre hors d'état de nuire : les dégager, eux et les lois qui sont faites par eux et pour eux, c'est-à-dire pour le grand Capital.

La répression qui s'est déchaînée contre les manifestants depuis 2016, par la grâce de Hollande et la rage de Valls est devenue une sorte de « préparation d'artillerie » en vue de la chasse aux chômeurs, de la chasse aux fonctionnaires, aux professeurs, aux jeunes, aux retraités, aux soignants.

Tant et si mal que LREM occupe désormais un créneau, non pas « entre la gauche et la droite déconfite mais : entre la droite et le RN-FN. Le Miroir de Macron est cassé.

Castaner ameute ses experts policiers pour engager une « réflexion » sur le « maintien de l'ordre », envisageant y compris des charges à cheval contre les manifestants, entre autres « réjouissances ». La surenchère de violence légale est de rigueur.

Cette surenchère de violence physique de l'État s'applique en raison directe de la surenchère de violence sociale.

Au moyen d'un lapsus qui, pour le coup, tient de l'acte « réussi » Madame Pénicaud a assuré que la réforme de l'Assurance-Chômage est une réforme**POUR LA PRECARITÉ**. [1] Rien n'est plus véridique.

Dans le même désordre d'idée, madame Schiappa a sa façon bien à elle de cracher sur la mémoire de Simone de Beauvoir, en la comparant à …Brigitte Macron.[2] D'ici que Jean-Paul Sartre soit comparé à Castaner, il n'y a pas loin !

A Suivre …

Vendredi 21 juin 2019

1 https://www.20minutes.fr/politique/2543695-20190619-video-precarite-lapsus...

2 https://www.20minutes.fr/politique/2248987-20180404-marlene-schiappa...

Modifié le vendredi 21 juin 2019

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires … Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse … la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre … contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »